



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Déclaration liminaire de la FSU 29 au CTSD du Finistère du 22 novembre 2022

Madame la directrice académique,
mesdames, messieurs, chères collègues,

En cette fin de mandature des délégués du personnel, nous ne pouvons que dresser le constat du premier quinquennat du Président et de son gouvernement précédent, particulièrement celui de M. Blanquer : il s'agit tout bonnement d'un constat catastrophique de la politique macroniste méprisante pour le service public, ses agents et ses usagers, c'est à dire l'ensemble des citoyens. La loi de Transformation de la Fonction publique du 6 août 2019 en avait déjà annoncé la couleur. Nous ne sommes pas dupes du changement de ton du ministre NDiaye, il poursuit la politique menée pendant le précédent quinquennat par le destructeur ministre Blanquer, qui a abîmé l'école comme jamais.

En collège, après analyse des documents que vous nous avez transmis, nous constatons encore une baisse des moyens comme chaque année : -0,57% en 2019, -0,61% en 2021 et -0,62% en 2022... A chaque fois la même justification, baisse des effectifs avec 131 élèves de moins sur 24 281 élèves soit une baisse de 0,54% des effectifs pour cette rentrée. La conséquence est l'augmentation année par année des charges de classes. Par exemple en 6^{ème} nous avons calculé avec vos chiffres et vos seuils de dédoublement, que l'on passe de 17 établissements à 28 et plus d'élèves par classe en 2021 à 21 établissements en 2022. De même en 4^{ème} de 18 établissements en 2021 à 22 en 2022 ainsi qu'en 3^{ème} de 10 à 13 établissements avec des classes au delà de 28 élèves en moyenne. Les conditions se dégradent et la baisse des effectifs n'en est pas la cause !

En lycée : vous avez dû réinjecter +156h entre les prévisions et les constats. Il est à noter que les ouvertures et fermetures de postes se sont faites avec des chiffres de prévisions qui étaient minorés lorsque les C.E. ont dû faire leurs répartitions. Combien de postes supprimés et de cartes scolaires ont été la conséquence de cette politique. Car il s'agit bien d'une politique de suppression d'E.T.P. que l'on vous a imposé avec une enveloppe de D.G.H. rectorale insuffisante pour le département.

Encore combien de temps va-t-on laisser faire cette casse systématique du service public d'éducation par la réduction des moyens ?

Les collèges et les lycées voient leur moyens étranglés chaque année un peu plus et les personnels sont de plus en plus débordés par le travail, voire précarisés.

Avec des augmentations de salaire qui ne concernent pas la moitié des personnels enseignants, on comprend alors pourquoi il devient impossible de recruter dans ces conditions. Les professeurs stagiaires étant maintenant à temps complet, la situation ne fait qu'empirer

Et que dire des moyens pour les UPE2A. Malgré nos alertes répétées quant au manque de dispositifs sur le bassin de Brest depuis plusieurs années, rien ne bouge. Les UPE2A de Brest battent cette année tous les records d'effectifs et le travail des collègues, pourtant dévoués, n'est tout simplement plus possible. Au lieu d'ouvrir de nouveaux dispositifs pour accueillir dignement les élèves, vous continuez de contourner les textes légaux en saupoudrant d'H.S.E. les collèges de Saint-Martin-des-Champs et de Landivisiau. Cette situation dans le département reste inacceptable.

Dans les lycées professionnels, comme nous l'avions annoncé lors des instances précédentes, à la faveur du retour à une promotion d'élèves semblable à avant le COVID, les effectifs sont repartis à la hausse et la correction qu'il a fallu apporter aux D.G.H. est importante : près de 8 E.T.P. N'en déplaise au Président de la République et au Gouvernement, les lycées professionnels sont attractifs Ce qui, ajouté aux niveaux de mobilisation très élevés le 18 octobre et le 17 novembre dernier, démontre que la lutte pour sauver les lycées professionnels de la démolition programmée par la réforme de Mme Grandjean est juste et légitime. Les professeur-es de lycée professionnel ne sont pas dupes des pseudos-concertations et de la campagne de bashing médiatique contre l'enseignement professionnel scolaire. Celles-ci ne sont qu'un alibi pour tenter de diviser les personnels, faire taire la contestation et empêcher les mouvements de grève. De ce dernier point de vue c'est, pour la ministre déléguée, un échec cuisant. La F.S.U. reste mobilisée contre la réforme et pour que les élèves de L.P. reçoivent les moyens horaires d'enseignement qui leur permettent la meilleur scolarité possible.

En E.P.S., l'expérimentation des 2 heures de sport dans 6 établissements du Finistère est une vraie catastrophe sur plusieurs points.

Tout d'abord, la désignation des établissements sans aucune consultation en amont a mis les chefs d'établissements et les équipes d'E.P.S. face au mur et dans une grande incompréhension dès la rentrée scolaire. Ensuite, la préparation de sa mise en place s'est encore une fois réalisée sans aucune concertation de l'ensemble des interlocuteurs, à coup de visio et sans inviter les enseignant-es d'E.P.S. Pourtant, c'est bien vers eux que l'administration s'est tournée pour sa gestion et sa coordination, à travers l'attribution d'I.M.P. Les collègues et la F.S.U. sont tout à fait d'accord avec la nécessité de

donner plus d'activité physique, sportive et artistique aux élèves et notamment à ceux qui en ont le plus besoin. Néanmoins, il existe d'autres solutions pour y arriver, comme l'ajout d'1h d'E.P.S. pour tous les niveaux de classe, en donnant des moyens financiers et humains supplémentaires, et en laissant les personnes compétentes et formées que sont les professeurs d'E.P.S. s'en charger.

Nous trouvons scandaleux et sommes écoeuré-es de voir le financement engagé pour cette expérimentation, qui ne correspond qu'à un coup de communication pour les J.O. de 2024. Quand nous voyons que nous rencontrons de grandes difficultés à accéder notamment à la piscine, trop souvent pour des problèmes d'ordre financier, et que, dans le même temps, le budget pour les associations intervenants dans ce dispositif est de 100€/2h/20 élèves maximum, nous sommes dans la plus grande déception et incompréhension. L'E.P.S. s'adresse à tous les élèves contrairement à cette expérimentation. Et pourtant, on ne cesse d'entendre que l'école doit être égalitaire. Où est l'égalité dans ce dispositif ? Comment ont été choisis les établissements ? Sur quels critères ? Quels élèves ciblés ? Comment faire respecter la circulaire nationale pour la mise en place de ce dispositif ?

Bref, beaucoup d'incertitude, de dégoût, d'incompréhension. Les enseignantes d'EPS ont massivement refusés l'I.M.P. attribuée pour la coordination de ce dispositif, car ils souhaitent plus d'E.P.S. pour tous les élèves et ainsi plus de moyens humains et financiers permettant de s'adresser à tous les élèves en fonction de leurs besoins.

A l'analyse des documents, nous ne pouvons que constater la baisse des effectifs des élèves, baisse qui reflète entre autre une chute démographique. Mais nous constatons parallèlement une baisse de l'effectif des enseignants et nous savons déjà que, pour le premier degré, à la rentrée 2023, ce seront 1 117 postes de professeurs des écoles en moins devant élèves. Ce n'est plus de la sobriété, c'est au régime sec que l'on met le service public d'éducation ! Quel gâchis ! Nous nous préparons déjà à accompagner les collègues dès le printemps prochain pour annoncer les fermetures de classes qu'elles et ils vont devoir subir avec toutes les conséquences désastreuses qui s'ensuivent.

Ce qui pourrait et devrait permettre de dégager des moyens pour permettre, entre autres, un meilleur taux d'encadrement des élèves n'en sera rien. Il s'agit donc d'un gâchis parce que, pour une école qui se veut de plus en plus inclusive aux dires des différents ministres qui se succèdent, (et priorité donnée au premier degré selon le ministre en poste), de notre côté, nous ne voyons qu'une dégradation voulue et assumée du service public d'éducation.

Quand nous parlons moyens, nous parlons de moyens humains avant tout ! Notre projet d'école est celui d'une école émancipatrice et non d'une « école du futur » libérale à la marseillaise, contractualisée sur objectifs, et qui est

maintenant généralisée à tout le territoire alors qu'il n'y a ni recul ni analyse et qu'elle est loin d'être plébiscitée par la profession.

Quid d'une école inclusive et à marche forcée quand les conditions d'accueil pour les élèves sont plus que déplorables ! Le président et son gouvernement sont des bonimenteurs de foire ! Les arguments de vente y sont mais le contenu n'y est pas !

Nous le répétons encore et encore, les collègues n'en peuvent plus de porter à bout de bras cette école qu'elles et ils aiment. Nous en faisons le constat quotidiennement par le nombre de fiches S.S.T. - santé et sécurité au travail - qui ne fait qu'augmenter ! Et l'éducation nationale elle-même est elle obligée de le reconnaître au vu des résultats de son enquête. Outre les registres S.S.T., l'augmentation des demandes de ruptures conventionnelles et de démissions est flagrante, sans parler de celle des congés maladie longue durée.

Il n'est malheureusement nullement question de politique éducative mais seulement et tristement d'une politique budgétaire où les élèves et les personnels ne sont que des noms et des nombres dans un tableur.

La FSU porte un autre projet pour l'École publique et républicaine, pour les élèves et pour ses agents pour lesquels elle porte une véritable considération.

- une augmentation des salaires rattrapant au minimum la perte du pouvoir d'achat depuis le gel du point d'indice, sans contrepartie ;
- un recrutement massif de personnel enseignant et non enseignant avec, dans l'urgence, une liste complémentaire ré-abondée ;
- une baisse des effectifs dans toutes les classes : pas plus de 25 et 20 en Éducation Prioritaire ;
- la suppression du dispositif d'évaluations d'école, véritable audit déguisé qui ajoute une charge considérable de travail et de pression sur les équipes et les directions ;
- la suppression de la loi Rilhac, qui ne répond pas aux problématiques de la direction d'école mais à la place, un allègement des tâches, une augmentation du temps de décharge pour les petites écoles et une aide administrative pérenne et statutaire ;
- une formation initiale ambitieuse et de qualité, avec des pré-recrutements dès la L1, en lieu et place de stagiaires à 100% dans les classes et d'étudiant.es utilisé.es comme moyens d'enseignement ;
- une formation de qualité répondant aux besoins des personnels et non des injonctions et guides multicolores qui éludent toute une part de la recherche ;
- l'arrêt de ce management vertical à tous les échelons de la hiérarchie ;
- l'abandon de la loi de transformation de la fonction publique qui a mis à mal le travail des représentant.es du personnel ainsi que le dialogue social, renforçant l'arbitraire et l'injustice pour les personnels

La FSU demande au gouvernement du respect. Du respect pour l'école publique, du respect pour les agents du service public qui ont porté l'école durant les années covid, du respect pour les citoyens et tous les enfants.